



**RETURN BIDS TO:  
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des  
soumissions - TPSGC**

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0B2 / Noyau 0B2**

**Gatineau**

**Québec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**REQUEST FOR PROPOSAL  
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du**

**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Communication Procurement Directorate/Direction de  
l'approvisionnement en communication

360 Albert St./ 360, rue Albert

12th Floor / 12ième étage

Ottawa

Ontario

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Social Media Monitoring	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W8484-168492/A	<b>Date</b> 2016-01-06
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W8484-16-8492	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$CY-007-68761	
<b>File No. - N° de dossier</b> cy007.W8484-168492	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2016-01-28</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Westall, Susan	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> cy007
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 949-8350 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE 101 COLONEL BY DR. OTTAWA Ontario K1A0K2 Canada	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

**TABLE DES MATIÈRES**

<b>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>3</b>
1. INTRODUCTION .....	3
2. SOMMAIRE.....	3
3. COMPTE RENDU.....	4
<b>PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES .....</b>	<b>5</b>
1. INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	5
2. PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS .....	5
3. ANCIEN FONCTIONNAIRE.....	5
4. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	7
5. LOIS APPLICABLES.....	7
<b>PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....</b>	<b>8</b>
1. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	8
<b>PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....</b>	<b>10</b>
1. PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	10
2. MÉTHODE DE SÉLECTION.....	16
<b>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....</b>	<b>18</b>
1. ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION .....	18
2. ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	18
<b>PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....</b>	<b>21</b>
1. ÉNONCÉ DES TRAVAUX .....	21
2. CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	21
3. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	21
4. DURÉE DU CONTRAT .....	21
5. RESPONSABLES.....	21
6. PAIEMENT.....	22
CLAUSE DU GUIDE DES CUA (2010-01-11) VÉRIFICATION DISCRÉTIONNAIRE.....	23
7. INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION .....	23
8. ATTESTATIONS .....	23
9. ENTENTE DE NON-DIVULGATION.....	24
10. L'ENTREPRENEUR DETIENT LES DPI: AUCUN DROIT EXPLICITE ATTRIBUE AU CANADA PAR LICENCE .....	24
11. PROTECTION ET SECURITE DES DONNEES STOCKEES DANS DES BASES DE DONNEES .....	24
12. CONFIDENTIALITÉ .....	25
13. LOIS APPLICABLES .....	26
14. ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS.....	26
<b>ANNEXE « A » .....</b>	<b>27</b>
ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	27
<b>ANNEXE « B » .....</b>	<b>32</b>
BASE DE PAIEMENT.....	32
<b>ANNEXE « C » .....</b>	<b>35</b>
CAPACITÉ DE LA PLATEFORME ET DU SOUMISSIONNAIRE.....	35

N° de l'invitation - Solicitation No.

W8484-168492/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W8484-168492

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier  
cy007.W8484-168492

Id de l'acheteur - Buyer ID

cy007

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

<b>ANNEXE « D » .....</b>	<b>37</b>
ENTENTE DE NON-DIVULGATION .....	37
<b>ANNEXE « A » DE LA PARTIE 5 – DEMANDE DE SOUMISSIONS .....</b>	<b>38</b>
PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION .....	38

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1. Introduction**

La demande de soumissions contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations : comprend les attestations à fournir;
Partie 6	Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux et la Base de paiement, la capacité de la plateforme et du soumissionnaire, et l'entente de non-divulgateion.

### **2. Sommaire**

Le ministère de la Défense nationale (MDN) et Recherche et développement pour la Défense Canada (RDDC) ont besoin des éléments suivants :

- a. accès à une plateforme en ligne d'analyse, de suivi et de filtrage des médias sociaux pouvant intégrer les sources de données en temps réel et historiques provenant de l'ensemble des principales plateformes de médias sociaux (p. ex. Twitter, Facebook, LinkedIn, YouTube, Flickr, etc.) et les sources ouvertes en ligne (p. ex. forums, blogues, sites de nouvelles, etc.), pour un maximum de quarante (40) utilisateurs en même temps, avec la possibilité d'ajouter d'autres utilisateurs, au besoin;
- b. formation d'un maximum de quarante (40) utilisateurs de la plateforme;
- c. accès en tout temps au moyen d'un serveur sécurisé;
- d. soutien en matière de développement de la plateforme pour répondre aux besoins des Forces armées canadiennes (FAC);
- e. accès continu aux données des médias sociaux par l'intermédiaire d'une API ou d'un fournisseur de données de médias sociaux (comme GNIP).
- f. La période du contrat est à partir du 30 mars 2016 jusqu'au 30 mars 2017 avec l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus quatre (4) périodes supplémentaires d'une (1) année chacune

g. Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

h. Pour ce besoin, une préférence est accordée aux produits et(ou) aux services canadiens

i. Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; veuillez vous référer à la Partie 5 – Attestations, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent et l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation.»

### 3. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

### 1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003, (2015-07-03) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : quatre vingt dix (90) jours

#### 1.1 Clauses du Guide des CCUA

A3015T (2014-06-26) Attestations – soumission

A7035T (2007-05-25) Liste des sous-traitants proposés

### 2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

<p>Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux Unité de réception des soumissions Portage III, 0B2 - 11 rue Laurier Gatineau (Québec) Pour les livraisons : J8X 4A6      Pour la poste régulier : K1A 0S5 Téléphone (819) 956-3370 Fax : (819) 997-9776</p>
---

### 3. Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

#### Définition

Aux fins de cette clause,

« *ancien fonctionnaire* » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« *période du paiement forfaitaire* » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« *pension* » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

#### **Ancien fonctionnaire touchant une pension**

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** ( ) **Non** ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

#### **Directive sur le réaménagement des effectifs**

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui** ( ) **Non** ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- 
- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
  - b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
  - c. la date de la cessation d'emploi;
  - d. le montant du paiement forfaitaire;
  - e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
  - f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
  - g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

#### **4. Demandes de renseignements – en période de soumission**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 7 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

#### **5. Lois applicables**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.



## **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

### **1. Instructions pour la préparation des soumissions**

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I: Soumission technique (4 copies papier) et 1 copie électronique sur CD / USB.

Section II: Soumission financière (1 copie papier)

Section III: Attestations (1 copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions:

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### **Section I : Soumission technique**

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

---

## **Section II : Soumission financière**

- 1.1** Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement reproduite à l'annexe « B ». Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

## **Section III : Attestations**

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

## PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

#### 1.1 Évaluation technique

##### 1.1.1 Critères techniques obligatoires

	CRITÈRES OBLIGATOIRES	SECTION CITÉE DANS LA PROPOSITION DU SOUSMISSIONNAIRE
O1	Les soumissionnaires doivent démontrer que leur plateforme permet de construire et de gérer des projets <sup>1</sup> , et que ces projets peuvent être utilisés par des personnes ou partagés entre les membres d'une équipe.	
O2	Les soumissionnaires doivent démontrer que leur plateforme est en mesure d'intégrer des plateformes de médias sociaux étrangers, dans diverses langues, comme Cyworld, Kaskus, Kaixian001 ou Vkontakte.	
O3	Les soumissionnaires doivent démontrer que leur plateforme fournira au MDN ou à RDDC la capacité de repérer les auteurs des données des médias sociaux et des sources ouvertes qui correspondent aux mots-clés ou aux termes de recherche saisis.	
O4	Les soumissionnaires doivent démontrer que leur plateforme a la capacité de noter qualitativement les données à l'aide de champs de codage créés par l'utilisateur. (Un champ de codage créé par l'utilisateur permet aux utilisateurs de créer un champ d'évaluation personnalisé qui peut être utilisé par un groupe de personnes pour « noter » ou évaluer le sens d'un texte de façon à analyser le texte de manière qualitative).	
O5	Les soumissionnaires doivent démontrer que leur plateforme a la capacité d'exporter les données des médias sociaux et des sources ouvertes et les visualisations dans les formats Microsoft Office courants.	
O6	Les soumissionnaires doivent démontrer la capacité de leur plateforme à nettoyer les données, notamment à éliminer les pourriels, publicités et doublons.	
O7	Les soumissionnaires doivent démontrer la capacité de la plateforme à analyser la relation entre les tendances en ligne et les acteurs dans des espaces géographiques prédéfinis.	
O8	Les soumissionnaires doivent démontrer la capacité de la plateforme à cartographier et à surveiller les blogues et les sites Web qui sont pertinents en fonction des espaces géographiques prédéfinis pour déterminer des tendances.	
O9	La plateforme doit avoir la capacité d'exporter toutes les données ayant fait l'objet d'une recherche vers les serveurs du gouvernement (selon les contraintes des fournisseurs des données). Afin de démontrer qu'ils respectent ce critère, les soumissionnaires doivent décrire en détail la façon dont ils répondent à cette exigence.	
O10	Les soumissionnaires doivent être en mesure de prendre en charge de nouvelles et futures plateformes de médias sociaux disponibles dans le domaine public, comme Swarm, Plague, Yik Yak et d'autres, sur demande. Afin de	

	démontrer qu'ils respectent ces critères, les soumissionnaires doivent décrire en détail la façon dont ils répondent à cette exigence.	
O11	Les soumissionnaires doivent démontrer que leur plateforme permet aux utilisateurs de visualiser le ton (positif/négatif/neutre) et les structures lexicales (les concepts et les relations entre les concepts) en ce qui a trait aux données des médias sociaux et des sources ouvertes qui correspondent aux mots-clés et paramètres de recherche saisis.	
O12	Les soumissionnaires doivent démontrer la capacité de la plateforme à rechercher, récupérer et traiter (produire des statistiques et les analyser) les données des médias sociaux et des sources ouvertes en anglais et en français, ainsi que d'autres langues, p. ex. arabe, dari, chinois, russe.	
O13	Le MDN et RDDC ont besoin de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'accès par tous les utilisateurs du MDN et de RDDC à un serveur sécurisé et situé au Canada;</li> <li>• le serveur doit se trouver dans une salle verrouillée;</li> <li>• tous les outils ou plateformes de surveillance, de filtrage et d'analyse utilisés par le soumissionnaire doivent se trouver sur un serveur ou un nuage situé au Canada;</li> <li>• <b>toutes</b> les données doivent être stockées à l'intérieur du Canada SEULEMENT.</li> </ul> Les soumissionnaires doivent démontrer de quelle manière ils comptent répondre à chacun de ces critères.	
O14	Le soumissionnaire doit remplir l'Annexe C – Capacité de la plateforme et du soumissionnaire. De manière à ce que leurs soumissions puissent être jugées conformes, les soumissionnaires doivent répondre « Oui » à l'ensemble des exigences énoncées afin de démontrer leur capacité technique.	

<sup>1</sup> Un projet est défini comme un ensemble ou un regroupement de recherches ou de filtres portant sur un ensemble de données en particulier.

### 1.1.2 Critères techniques cotés – note de passage globale minimale de 70 % (maximum 85 points, minimum 59.5 points)

#### C.1 CAPACITÉ DE LA PLATEFORME – note de passage minimale de 70 % dans chaque sous-catégorie (maximum 40 points, minimum 28 points)

Le soumissionnaire doit démontrer que sa plateforme en ligne permet d'accomplir les tâches suivantes :

C.1.1 Effectuer une analyse du contenu à l'aide de méthodologies et d'outils corrects du point de vue statistique

(maximum 10 points, minimum 7 points);

C.1.2 Capacité à examiner les statistiques (cadre temporel, blogue/diffuseur, numéros de poste) portant sur les ensembles de données affichés à l'aide de diagrammes en barres, diagrammes à secteurs et diagrammes de dispersion (maximum 10 points, minimum 7 points);

C.1.3 Capacité à filtrer, à ajouter des filtres supplémentaires, à modifier et à gérer les filtres (maximum 10 points, minimum 7 points);

C.1.4 Capacité à présenter les données des médias sociaux sous divers formats visuels (graphiques, cartes, cadre temporel, etc.) [maximum 10 points, minimum 7 points];

Chaque élément de la section C.1 sera évalué comme suit. Le maximum de points disponibles sera multiplié par le facteur de pourcentage obtenu afin de déterminer le nombre de points. Par exemple, si le nombre maximal de points pouvant être accordé est de 10, et que l'information fournie a été évaluée comme acceptable (70 %), le nombre de points obtenus sera 7.

<u>Critère</u>	<u>Non acceptable (0 %)</u>	<u>Limité (50 %)</u>	<u>Acceptable (70 %):</u>	<u>Critère entièrement respecté (100 %)</u>
Sections C.1.1 à C.1.4 (maximum 10 points par critère, 40 points au total pour les quatre critères)	Le critère n'a pas été respecté ou n'a pas été abordé.	Le critère a été respecté, mais l'information fournie est insuffisante pour démontrer clairement que la plateforme en ligne du soumissionnaire présente la capacité requise.	Le critère a été respecté. Il a été démontré que la plateforme en ligne du soumissionnaire présente la capacité requise.	Le critère a été respecté. Il a été démontré que la plateforme en ligne du soumissionnaire présente la capacité requise. L'information est claire et détaillée. Des exemples portant sur des projets antérieurs ont été fournis.

## **C.2 FORMATION, SOUTIEN et DÉVELOPPEMENT – note de passage globale minimale de 70 % (maximum 30 points, minimum 21 points)**

Le soumissionnaire doit décrire en détail les méthodes et le niveau d'expérience en ce qui concerne sa plateforme de filtrage et d'analyse des données des médias sociaux et des sources ouvertes au cours des trois (3) dernières années précédant la date de clôture de la présente demande de propositions, pour ce qui est des éléments suivants :

C.2.1 formation sur place et à distance de personnes et en petits groupes (maximum 10 points);

C.2.2 soutien permettant d'aider les utilisateurs en ce qui a trait au perfectionnement et aux stratégies en matière de requête et de recherche, à la collecte de données et à l'utilisation de la plateforme (maximum 10 points);

R.2.3 développement de la plateforme interne à la demande du client (maximum 10 points).

Chaque élément de la section C.2 sera évalué comme suit. Le maximum de points disponibles sera multiplié par le facteur de pourcentage obtenu afin de déterminer le nombre de points. Par exemple, si le nombre maximal de points pouvant être accordé est de 10, et que l'information fournie a été évaluée comme acceptable (70 %), le nombre de points obtenus sera 7.

<u>Critère</u>	<u>Non acceptable (0 %)</u>	<u>Limité (50 %)</u>	<u>Acceptable (70 %)</u>	<u>Critère entièrement respecté (100 %)</u>
Sections C.2.1 à C.2.3 (maximum 10 points par critère, 30 points au total pour les trois critères)	Le critère n'a pas été respecté ou n'a pas été abordé.	Le critère a été respecté, mais l'information fournie est insuffisante pour démontrer clairement que le soumissionnaire dispose de la capacité requise à l'interne.	Le critère a été respecté. Le soumissionnaire a démontré qu'il possède la capacité requise à l'interne.	Le critère a été respecté. Le soumissionnaire a démontré qu'il possède la capacité requise à l'interne. L'information est claire et détaillée. Le soumissionnaire a démontré qu'il possède au moins

				2 ans d'expérience au cours des trois dernières années.
--	--	--	--	---

### C.3 SURVEILLANCE DE FACEBOOK (maximum 15 points / minimum 10,5 points)

Les soumissionnaires doivent décrire la manière dont leurs plateformes permettent de surveiller les données de Facebook.

<u>Critère</u>	<u>Inacceptable (0 %)</u>	<u>Limité (50 %)</u>	<u>Acceptable (70 %)</u>	<u>Critère entièrement respecté (100 %)</u>
Surveillance de Facebook (maximum de 15 points)	Le soumissionnaire n'effectue pas une surveillance de Facebook.	Les renseignements fournis démontrent une capacité limitée, sans qu'il y ait une méthode prévue pour augmenter immédiatement de la capacité dans la plateforme actuelle.  Aucune capacité pour cibler des pages et les configurer comme canal désigné pour permettre la surveillance des commentaires et les messages sur le mur.	Les renseignements fournis démontrent une capacité adéquate.  Une capacité pour cibler des pages par URL et les configurer comme canal désigné pour permettre la surveillance des commentaires et les messages sur le mur.	Les renseignements fournis démontrent une capacité complète.  Une capacité pour cibler des pages par URL et les configurer comme canal désigné pour permettre la surveillance des commentaires et les messages sur le mur.  Les utilisateurs peuvent ajouter des URL de pages Facebook publiques et automatiquement surveiller les commentaires et les messages sur le mur à partir de ce moment.

#### 1.1.3 Démonstration

Avant l'attribution du contrat, les soumissionnaires pourraient être appelés à faire une démonstration de leur système, afin de prouver qu'il satisfait à toutes les exigences énoncées dans l'Énoncé des travaux. Le Canada se réserve le droit de déclarer une soumission irrecevable, si l'équipe d'évaluation des soumissions détermine que le soumissionnaire n'a pas réussi à démontrer sa capacité technique à répondre aux exigences.

La démonstration doit être faite sans frais pour le Canada.

Le Canada donnera un avis d'au moins cinq jours ouvrables avant la date prévue de la démonstration.

Malgré la soumission écrite, si le Canada détermine pendant une démonstration que la solution proposée par le soumissionnaire ne respecte pas des exigences obligatoires de l'appel d'offres, la soumission sera déclarée non recevable.

## 1.2 Évaluation financière

### 1.2.1 Critères financiers obligatoires

Si la soumission est considérée comme recevable, l'autorité contractante calculera la valeur de la proposition financière en multipliant les volumes estimés fournis dans 1.3 par chaque élément de prix pour la période du contrat et chacune des années d'option. La somme de ces résultats déterminera le prix total.

### 1.3 Détermination du prix total

Pour des fins d'évaluation seulement, l'autorité contractante se servira du volume estimé ci-dessous pour calculer le prix total. Le prix total sera évalué pour le besoin en entier, incluant les années d'option, en se servant des taux globaux proposés par le soumissionnaire en annexe « B ».

a) Pour la période du contrat entre le 31 mars 2016 et le 30 mars 2017 :

Besoin	Unité	Volume annuel estimé
Frais de configuration	Frais non renouvelables	1
Frais mensuels d'accès à la plateforme pour un maximum de 40 utilisateurs, y compris un nombre illimité de requêtes et de données (y compris les données historiques), et à l'exception des requêtes Twitter.	Par mois	12 mois
Utilisation des données Twitter	Pour chaque tranche de 1 000 requêtes	12 000 (12 millions par an)
Formation sur l'utilisation intégrale de la plateforme	Par heure	120 heures
Soutien aux utilisateurs	Par heure	96 heures
Développement à l'interne des changements à apporter à la plateforme à la demande du client	Par heure	500 heures

b) Pour la période optionnelle du contrat entre le 31 mars 2017 et le 30 mars 2018 :

Besoin	Unité	Volume annuel estimé
Frais mensuels d'accès à la plateforme pour un maximum de 40 utilisateurs, y compris un nombre illimité de requêtes et de données (y compris les données historiques), et à l'exception des requêtes Twitter.	Par mois	12 mois
Utilisation des données Twitter	Pour chaque tranche de 1 000 requêtes	12 000 (12 millions par an)
Formation sur l'utilisation intégrale de la plateforme	Par heure	120 heures
Soutien aux utilisateurs	Par heure	96 heures
Développement à l'interne des changements à apporter à la plateforme à la demande du client	Par heure	500 heures

c) Pour la période optionnelle du contrat entre le 31 mars 2018 et le 30 mars 2019 :

Besoin	Unité	Volume annuel estimé
Frais mensuels d'accès à la plateforme pour un maximum de 40 utilisateurs, y compris un nombre illimité de requêtes et de données (y compris les données historiques), et à l'exception des requêtes Twitter.	Par mois	12 mois
Utilisation des données Twitter	Pour chaque tranche de 1 000 requêtes	12 000 (12 millions par an)
Formation sur l'utilisation intégrale de la plateforme	Par heure	120 heures
Soutien aux utilisateurs	Par heure	96 heures
Développement à l'interne des changements à apporter à la plateforme à la demande du client	Par heure	500 heures

d) Pour la période optionnelle du contrat entre le 31 mars 2019 et le 30 mars 2020 :

Besoin	Unité	Volume annuel estimé
Frais mensuels d'accès à la plateforme pour un maximum de 40 utilisateurs, y compris un nombre illimité de requêtes et de données (y compris les données historiques), et à l'exception des requêtes Twitter.	Par mois	12 mois
Utilisation des données Twitter	Pour chaque tranche de 1 000 requêtes	12 000 (12 millions par an)
Formation sur l'utilisation intégrale de la plateforme	Par heure	120 heures
Soutien aux utilisateurs	Par heure	96 heures
Développement à l'interne des changements à apporter à la plateforme à la demande du client	Par heure	500 heures

e) Pour la période optionnelle du contrat entre le 31 mars 2020 et le 30 mars 2021 :

Besoin	Unité	Volume annuel estimé
Frais mensuels d'accès à la plateforme pour un maximum de 40 utilisateurs, y compris un nombre illimité de requêtes et de données (y compris les données historiques), et à l'exception des requêtes Twitter.	Par mois	12 mois
Utilisation des données Twitter	Pour chaque tranche de 1 000 requêtes	12 000 (12 millions par an)
Formation sur l'utilisation intégrale de la plateforme	Par heure	120 heures
Soutien aux utilisateurs	Par heure	96 heures



Développement à l'interne des changements à apporter à la plateforme à la demande du client	Par heure	500 heures
---	-----------	------------

## 2. Méthode de sélection

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
  - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; et
  - b. satisfaire à tous les critères obligatoires; et
  - c. obtenir le nombre minimal de points requis pour l'évaluation technique pour chaque critère ; et
  - d. si nécessaire, satisfaire aux critères de démonstration.
2. Les soumissions qui ne répondent pas aux (a) ou (b) ou (c) ou (d) seront déclarées non recevables.
3. La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 60 % sera accordée au mérite technique et une proportion de 40 % sera accordée au prix.
4. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 60 %.
5. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 40 %.
6. Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 60/40 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement. Le nombre total de points pouvant être accordé est de 135, et le prix évalué le plus bas est de 45 000,00 \$ (45).

**Méthode de sélection - Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (60%) et du prix (40%)**

		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Overall Technical Score		115/135	89/135	92/135
Bid Evaluated Price		\$55,000.00	\$50,000.00	\$45,000.00
Calculations	Technical Merit Score	$115/135 \times 60 = 51.11$	$89/135 \times 60 = 39.56$	$92/135 \times 60 = 40.89$
	Pricing Score	$45/55 \times 40 = 32.73$	$45/50 \times 40 = 36.00$	$45/45 \times 40 = 40.00$
Combined Rating		83.84	75.56	80.89
Overall Rating		1st	3rd	2nd

---

## **PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

### **1. Attestations exigées avec la soumission**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

#### **1.1 Déclaration de condamnation à une infraction**

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des instructions uniformisées, le soumissionnaire doit, selon le cas, présenter avec sa soumission le Formulaire de déclaration (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>) dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

#### **1.2 Attestations additionnelles requises avec la soumission**

##### **1.2.1 Attestation du contenu canadien**

Cet achat est limité aux services canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

( ) le service offert est un service canadien tel qu'il est défini au paragraphe 2 de la clause A3050T.

**1.2.1.1** Clause du *Guide des CCUA* A3050T (2014-11-27), Définition du contenu canadien.

### **2. Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires**

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

#### **2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms**

Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.

## 2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée »

([http://www.travail.gc.ca/fra/normes\\_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml)) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

## 2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

### 2.3.1 Attestation - Déclaration du soumissionnaire

Le soumissionnaire déclare et atteste qu'en assurant la prestation des services détaillés dans le présent contrat ou qu'en exécutant toute tâche découlant dudit contrat :

- il ne violera de quelque façon que ce soit les droits de propriété intellectuelle ou tout autre intérêt propriété de toute personne, société ou organisation, ni ne portera atteinte à ceux-ci;
- il obtiendra une licence ou un consentement approprié du détenteur de toute propriété intellectuelle ou de tout autre intérêt propriété en ce qui concerne l'utilisation d'un tel intérêt, dans la mesure où une telle licence ou un tel consentement peut être nécessaire pour lui permettre d'exécuter légalement les services ou les travaux.

Le soumissionnaire reconnaît en outre que le présent contrat n'autorise ni expressément ni implicitement, ni n'a pour but d'autoriser, l'exécution des services ou des travaux précisés ici, d'une manière qui constitue une utilisation illégale de la propriété intellectuelle ou de tout autre intérêt propriété détenu par une personne, une société ou une organisation.

Signature : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

---

### 2.3.2 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

Signature: \_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_

### 2.3.4 Études et expérience

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a proposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

Signature: \_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_

## **PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

### **1. Énoncé des travaux**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A ».

### **2. Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

#### **2.1 Conditions générales**

2035 (2015-07-03), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### **3. Exigences relatives à la sécurité**

**3.1** Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### **4. Durée du contrat**

#### **4.1 Période du contrat**

Les travaux doivent être réalisés durant la période du 31 mars 2016 au 30 mars 2017.

#### **4.2 Option de prolongation du contrat**

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus quatre (4) période(s) supplémentaire(s) de une (1) année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

### **5. Responsables**

#### **5.1 Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est:

Susan Westall (or authorized representative)  
Spécialiste en approvisionnement de niveau supérieur  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements

360 Albert Street, 12<sup>e</sup> étage, Ottawa ON K1R 7X7

Téléphone : 613-949-8350

Télécopieur : 613-991-5870

Courriel : [susan.westall@pwgsc-tpsgc.gc.ca](mailto:susan.westall@pwgsc-tpsgc.gc.ca)

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

## 5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

## 5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

## 6. Paiement

### 6.1 Base de paiement

### 6.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de \_\_\_\_\_ \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera

autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
  - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
  - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,  
selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

### **6.3 Modalités de paiement – paiement mensuel**

Clause du Guide des CCUA H1008C (2008-05-12) Paiement mensuel

### **6.4 Résiliation avec avis de 30 jours**

Clause du Guide des CCUA A0072C (2008-12-12) Résiliation avec avis de 30 jours

### **6.5 Vérification discrétionnaire**

Clause du Guide des CCUA (2010-01-11) Vérification discrétionnaire

## **7. Instructions relatives à la facturation**

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
  - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
  - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

## **8. Attestations**

### **8.1 Conformité**

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements supplémentaires, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.



### **8.1.1 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur.**

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

### **8.1.2 Clauses du Guide des CCUA**

A3060C (2008-05-12) Attestation du contenu canadien

## **9. Entente de non-divulgaration**

L'entrepreneur doit obtenir de son ou ses employé(s) ou sous-traitant(s) l'entente de non-divulgaration, incluse à l'annexe « D », remplie et signée et l'envoyer à l'autorité contractante avant de leur donner accès aux renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux.

## **10. L'entrepreneur détient les DPI: aucun droit explicite attribué au Canada par licence**

Les conditions générales sont modifiées par la suppression en entier de l'article intitulé « Droits d'auteur », qui est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice des droits existants de propriété intellectuelle ou relatifs à l'information ou les données fournies par le Canada aux fins du contrat, le droit d'auteur sur tout ce qui est conçu, développé, ou produit en vertu des travaux prévus par le contrat, appartiendront à l'entrepreneur. »

## **11. Protection et sécurité des données stockées dans des bases de données**

1. L'entrepreneur doit s'assurer que toutes les bases de données renfermant des renseignements liés aux travaux sont situées au Canada ou, si l'autorité contractante a donné son consentement au préalable, par écrit, dans un autre pays où :
  - a. les renseignements personnels jouissent d'une protection équivalente à celle du Canada en vertu de lois comme la Loi sur la protection des renseignements personnels, L.R. 1985, ch. P-21, et la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques, L.C. 2000, ch. 5, et de toute politique applicable du gouvernement du Canada;
  - b. les lois ne permettent pas au gouvernement de ce pays ou à toute autre entité ou personne de demander ou d'obtenir le droit d'examiner ou de copier des renseignements liés au contrat sans le consentement écrit préalable de l'autorité contractante.

Pour donner son consentement en vue d'établir une base de données dans un autre pays, l'autorité contractante peut, à son choix, demander à l'entrepreneur de fournir un avis juridique (d'un avocat qualifié dans le pays étranger) à l'effet que les lois de ce pays respectent les exigences décrites ci-dessus ou encore de rembourser au Canada l'obtention de cet avis. Le Canada a le droit de rejeter toute demande visant le stockage de ses données dans un autre pays si leur sécurité, leur confidentialité ou leur intégrité peuvent être menacées. Le Canada peut également exiger que les données transmises ou traitées à l'extérieur du Canada soient chiffrées au moyen d'une cryptographie approuvée par le Canada et que la clé privée requise pour déchiffrer les données soit gardée au Canada, conformément aux processus de gestion et de conservation des clés approuvés par le Canada.

2. L'entrepreneur doit contrôler l'accès à toutes les bases de données dans lesquelles sont stockées des données liées au contrat, afin que seules les personnes qui ont la cote de sécurité appropriée puissent avoir accès à la base de données, soit au moyen d'un mot de passe ou d'un autre moyen d'accès (comme des mesures de contrôle biométrique).
3. L'entrepreneur doit s'assurer que toutes les bases de données dans lesquelles sont stockées des données liées au contrat ne sont pas reliées physiquement ou logiquement à toutes les autres bases de données, (c'est-à-dire qu'il n'y a aucune connexion directe ou indirecte), sauf si les bases de données en question sont situées au Canada (ou dans un autre pays approuvé par l'autorité contractante aux termes du paragraphe 1) et qu'elles respectent les exigences de cet article.
4. L'entrepreneur doit s'assurer que toutes les données liées au contrat sont traitées uniquement au Canada ou dans un autre pays approuvé par l'autorité contractante conformément au paragraphe 1.
5. L'entrepreneur doit s'assurer que le trafic sur le réseau national (c'est-à-dire le trafic partant d'une partie du Canada vers une destination située dans une autre partie du Canada) s'effectue exclusivement au Canada, sauf si l'autorité contractante a approuvé au préalable, par écrit, une autre route. L'autorité contractante prendra uniquement en considération une route dans un autre pays pour la transmission des données, si ce pays respecte les exigences décrites au paragraphe 1.
6. Malgré tout article des conditions générales relatif à la sous-traitance, l'entrepreneur ne peut confier à un sous-traitant (y compris à une société affiliée) aucune fonction qui permet d'accéder aux données du contrat sans le consentement écrit préalable de l'autorité contractante.

## 12. Confidentialité

1. L'entrepreneur doit garder confidentiel tous les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada relativement aux travaux, y compris les renseignements confidentiels ou les renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle dont sont titulaires des tiers, ainsi que ceux qu'il conçoit, génère ou produit à l'occasion de l'exécution des travaux lorsque le droit d'auteur ou tout autre droit de propriété intellectuelle sur ceux-ci appartient au Canada en vertu du contrat. L'entrepreneur ne doit pas divulguer de tels renseignements sans l'autorisation écrite du Canada. L'entrepreneur peut divulguer à un sous-traitant tous les renseignements nécessaires à l'exécution du contrat de sous-traitance, à la condition que le sous-traitant s'engage à les garder confidentiels et à ne les utiliser que pour exécuter le contrat de sous-traitance.
2. L'entrepreneur consent à n'utiliser les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada qu'aux seules fins du contrat. L'entrepreneur reconnaît que ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou du tiers, selon le cas. Sauf disposition contraire dans le contrat, l'entrepreneur doit remettre, à la fin des travaux prévus au contrat ou à la résiliation du contrat ou à tout autre moment antérieur à la demande du Canada, tous ces renseignements ainsi que toute copie, ébauche, document de travail et note dans lesquels figurent ces renseignements.
3. Sous réserve de la Loi sur l'accès à l'information, L.R., 1985, ch. A-1, et sous réserve des droits du Canada selon le contrat de communiquer ou de divulguer, le Canada ne doit pas communiquer ou divulguer en dehors du gouvernement du Canada aucune information livrée au Canada en vertu du contrat qui appartient à l'entrepreneur ou un sous-traitant.

4. Les obligations des parties prévues au présent article ne s'étendent pas aux renseignements suivants :
  - a. ceux mis à la disposition du public par une autre source que l'autre partie; ou
  - b. ceux communiqués à une partie par une autre source que l'autre partie, sauf lorsque la partie sait que la source s'est engagée envers l'autre partie à ne pas les communiquer; ou
  - c. ceux produits par une partie sans utiliser les renseignements de l'autre partie.
5. Dans la mesure du possible l'entrepreneur doit indiquer ou marquer tout renseignement protégé par des droits de propriété intellectuelle qui ont été livrés au Canada en vertu du contrat comme étant la « propriété de (nom de l'entrepreneur), utilisations permises au gouvernement en vertu du contrat no (inscrire le numéro du contrat de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada [TPSGC]) ». Le Canada n'est pas responsable de l'utilisation ou de la divulgation non autorisée des renseignements qui auraient pu être ainsi marqués ou identifiés et qui ne l'ont pas été.
6. Si le contrat, les travaux ou tout renseignement mentionné au paragraphe 1 font l'objet de la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL, ou PROTÉGÉ établie par le Canada, l'entrepreneur doit prendre toutes les mesures qui sont raisonnablement nécessaires à la sauvegarde du matériel ainsi identifié, incluant les mesures que prévoient le Manuel de la sécurité industrielle de TPSGC et ses suppléments ainsi que les autres directives du Canada.
7. Si le contrat, les travaux ou un renseignement visé au paragraphe 1 sont identifiés TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL, ou PROTÉGÉ par le Canada, les représentants du Canada peuvent, à des fins de sécurité, inspecter les locaux de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant à tout échelon de la sous-traitance à tout moment pendant la durée du contrat. L'entrepreneur doit se conformer et faire en sorte que tout sous-traitant se conforme aux directives écrites du Canada relativement à tout matériel ainsi identifié, notamment en exigeant que ses employés ou ceux d'un sous-traitant signent et fournissent une déclaration concernant les vérifications de fiabilité, les autorisations de sécurité et autres mesures.

### 13. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

### 14. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) les conditions générales - 2035 (2015-07-03);
- (c) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- (d) l'Annexe « B », Base de paiement;
- (e) la soumission de l'entrepreneur datée du \_\_\_\_\_.

## ANNEXE « A »

### ÉNONCÉ DES TRAVAUX

#### 1. Titre :

Plateforme de surveillance, de filtrage et d'analyse des données des médias sociaux

#### 2. Objectif :

a. Le ministère de la Défense nationale (MDN) et Recherche et développement pour la Défense Canada (RDDC) ont besoin des éléments suivants : a) accès à une plateforme en ligne de surveillance, de filtrage et d'analyse des médias numériques pouvant intégrer les sources de données en temps réel et historiques provenant de l'ensemble des principales plateformes de médias sociaux (p. ex. Twitter Firehose, Facebook, LinkedIn, YouTube, Flickr, etc.) et des sources ouvertes en ligne (p. ex. forums, blogues, sites de nouvelles, etc.), pour un maximum de quarante (40) utilisateurs en même temps, avec la possibilité d'ajouter d'autres utilisateurs au besoin;

b) formation d'un maximum de quarante (40) utilisateurs sur l'utilisation de la plateforme;

c) accès des Forces armées canadiennes (FAC) au moyen d'un serveur sécurisé distinct;

d) développement de la plateforme à l'interne et soutien en fonction des besoins des FAC;

e) accès continu aux données des médias sociaux par l'intermédiaire d'une API ou d'un fournisseur de données de médias sociaux (comme GNIP) d'une manière qui n'est pas directement imputable au MDN ou à RDDC.

#### 3. Contexte :

Les populations des pays non démocratiques utiliseront de plus en plus les outils des médias sociaux dans leur quête de liberté. Cependant, les gouvernements restrictifs élaborent des mécanismes plus efficaces, insidieux et nuancés pour exploiter les médias sociaux tout en maintenant un contrôle déjà omniprésent sur les médias traditionnels, et ils continueront à le faire à l'avenir. Les médias sociaux, et plus particulièrement Twitter, pourraient nous servir à mieux comprendre les populations et les gouvernements des pays d'intérêt, puisqu'ils agissent à titre de détecteur d'un nouveau genre de l'instabilité.

Chacune des plateformes de médias sociaux met en évidence certaines fonctions. Les analystes du renseignement doivent avoir un accès complet et confidentiel à de nombreuses sources de données des médias sociaux afin de fournir de l'information complète, à jour et en temps opportun des sources ouvertes sur les régions et les sujets d'intérêt.

Le MDN et les FAC ont besoin des services d'un fournisseur fiable chargé de récupérer les données des médias sociaux afin de s'assurer que les analystes du renseignement disposent d'un accès adéquat et sécurisé. Les produits de renseignement sur les médias sociaux sont relativement nouveaux, mais ils sont conçus pour aider les dirigeants militaires et les décideurs dans le cadre de la planification stratégique. À un niveau tactique et opérationnel, les données des médias sociaux peuvent fournir des renseignements sur les événements au moment où ils se déroulent, les personnes d'influence clés, le ressenti des populations locales, et même de l'aide pour localiser l'emplacement de personnes d'intérêt. Compte tenu de la nature réactive et à long terme des activités du renseignement du MDN, l'accès à cette information est essentiel pour conserver la connaissance de la situation et réaliser notre mandat à l'échelle mondiale.

#### 4. Portée :

L'entrepreneur doit fournir les éléments suivants : a) l'accès pour un nombre maximum de quarante (40) utilisateurs à une plateforme en ligne de surveillance et d'analyse des médias numériques pouvant intégrer les sources de données clés en temps réel et historiques provenant de l'ensemble des principales plateformes de médias sociaux (p. ex. Twitter Firehose, Facebook, LinkedIn, YouTube, Flickr) et des sources ouvertes en ligne (p. ex. forums, blogues, sites de nouvelles); b) formation, soutien aux utilisateurs et développement de la plateforme sur demande.

La plateforme en ligne doit permettre au client de surveiller, de filtrer et d'analyser les données par rapport à des événements qui se produisent sur les médias sociaux et les sources ouvertes en temps quasi réel. Elle doit comprendre des fonctionnalités personnalisables de visualisation ou de cartographie d'une gamme de données en temps réel des médias sociaux et des sources ouvertes disponibles sur le Web, afin de favoriser la production de rapports précis ainsi que les analyses portant sur des questions liées aux intérêts du Canada partout dans le monde. Enfin, elle doit offrir au client la possibilité de produire des analyses et des visualisations ponctuelles et régulièrement mises à jour sur un éventail de sujets.

#### 5. Tâches et spécifications techniques :

La plateforme ou le fournisseur de services doit offrir les caractéristiques suivantes :

- a) La capacité de créer et de gérer des projets. Les projets doivent pouvoir être utilisés par des personnes ou partagés entre les membres d'une équipe. Jusqu'à 40 utilisateurs doivent être en mesure de se connecter en même temps, et tous ces utilisateurs doivent pouvoir sauvegarder leurs projets et leurs résultats, etc. séparément.
- b) Les sources de données doivent comprendre au minimum les éléments suivants :
  - a. Twitter (accès Firehose complet)
  - b. Facebook
  - c. LinkedIn (données disponibles à l'achat)
  - d. Instagram
  - e. Tumblr
  - f. Reddit
  - g. YouTube
  - h. Blogues
  - i. Forums et babillards
  - j. Sites Web de nouvelles traditionnelles et sections de commentaires connexes
  - k. Sites Web de partage des médias (vidéos, photos et sites Web dont le contenu est généré par les utilisateurs)
  - l. Capacité à prendre en charge les nouvelles plateformes de médias sociaux et celles à venir qui sont disponibles dans le domaine public, comme Swarm, Plague, Yik Yak.
  - m. Plateformes de médias sociaux étrangers et autres, sur demande.
  - n. Données historiques complètes
- c) La capacité pour l'utilisateur final de déterminer la requête, les termes de recherche, y compris les mots-clés, les cadres temporels, les limites géographiques, l'utilisation de la logique booléenne, en plus des mots-clés traditionnels. Une fois les paramètres définis, ces recherches peuvent être configurées pour être exécutées automatiquement, en utilisant les données historiques des médias sociaux et des sources ouvertes au sein de la plateforme. Cela doit comprendre la possibilité de faire des recherches dans l'ensemble de Twitter Firehose en

retournant au moins cinq (5) années en arrière. La plateforme doit également être en mesure d'intégrer les plateformes de médias sociaux étrangers.

d) Le MDN et RDDC doivent pouvoir rechercher des termes, récupérer et traiter (produire des statistiques et les analyser) les données des médias sociaux et des sources ouvertes en anglais et en français, ainsi que d'autres langues, p. ex. arabe, dari, chinois, russe.

e) Une capacité de traitement d'au minimum 5 millions de lignes de données dans le cadre d'un seul projet (défini comme étant « un ensemble ou regroupement de recherches ou de filtres portant sur un ensemble de données en particulier ») qui pourrait comprendre des données historiques et des données en temps réel.

f) Le MDN et RDDC doivent pouvoir repérer les auteurs des données des médias sociaux et des sources ouvertes qui correspondent aux mots-clés ou aux termes de recherche saisis.

g) Le MDN et RDDC doivent pouvoir visualiser le ton (positif/négatif/neutre) et les structures lexicales (les concepts et les relations entre les concepts) en ce qui a trait aux données des médias sociaux et des sources ouvertes qui sont conformes aux mots-clés et paramètres de recherche saisis.

h) Accès en ligne à la plateforme, et capacité d'accès à un tableau de bord en ligne qui est entièrement accessible par le MDN et RDDC en tout temps (24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par an).

i) La capacité de noter qualitativement les données à l'aide de champs de codage créés par les utilisateurs.

j) La capacité d'exporter les données des médias sociaux et des sources ouvertes et les visualisations dans les formats Microsoft Office courants.

k) La capacité d'être consultée par tous les utilisateurs du MDN et de RDDC par le biais d'un serveur sécurisé distinct. Le serveur doit être situé au Canada, dans une salle verrouillée. **Toutes les données doivent être stockées à l'intérieur du Canada SEULEMENT.** Tous les outils ou plateformes de surveillance, de filtrage et d'analyse utilisés doivent se trouver sur un serveur ou un nuage situé au Canada. Tous les concepteurs doivent se trouver au Canada et tous les développements doivent être effectués et entreposés au Canada SEULEMENT.

l) La capacité de personnaliser la plateforme à l'aide du soutien apporté à l'interne (comprendre par le soumissionnaire) au développement dans le but d'élaborer de nouveaux outils et processus analytiques en fonction des besoins des FAC.

m) Un soutien aux utilisateurs jusqu'à concurrence de 8 heures par mois pendant les heures normales de travail du fuseau horaire de l'heure normale de l'Est.

n) Accès aux données de GNIP.

o) Nombre illimité de requêtes.

p) La possibilité de filtrer les données, notamment l'heure, le lieu, le nom d'utilisateur, le type de données, la langue et les mots-clés.

q) La capacité de nettoyer les données, notamment éliminer les pourriels, publicités et doublons.

- 
- r) La capacité d'analyser la relation entre les tendances en ligne et les acteurs dans des espaces géographiques prédéfinis.
- s) La capacité de cartographier et de surveiller les blogues et les sites Web qui sont pertinents en fonction des espaces géographiques prédéfinis pour repérer les tendances.
- t) La capacité de fournir une fonctionnalité de production de rapports de base et de fournir des statistiques de base sur les éléments suivants notamment les suivants : cadre temporel, principaux termes, principaux utilisateurs, principaux mots-clés, principaux éditeurs et principaux liens.
- u) La capacité d'exporter les données ayant fait l'objet de recherches vers les serveurs du gouvernement.
- v) Tous les utilisateurs clients peuvent accéder à la plateforme et l'utiliser en même temps.
- w) Sur demande (avec un préavis d'au moins cinq jours), séance de formation du client en personne dans la région de la capitale nationale pour utiliser l'outil.

## 5.2 Points abordés lors de la formation :

- Accès à la plateforme
- La façon d'établir une stratégie de recherche et de surveillance
- L'utilisation de la plateforme pour surveiller et analyser les données des médias sociaux.
- La façon de préciser la recherche et d'effectuer une recherche afin de recueillir des données des médias sociaux au moyen de mots-clés, de cadres temporels, de limites géographiques, de la logique booléenne, en plus des mots-clés traditionnels.
- La façon de configurer les paramètres afin de permettre la recherche automatique pour trouver un équilibre entre la couverture adéquate et les coûts des données.
- La façon de personnaliser le tableau de bord de la plateforme.
- La façon de déterminer et de visualiser les régions géographiques d'où proviennent les données historiques et en temps réel des médias sociaux.
- La façon de déterminer, quantifier, et visualiser les données des médias sociaux.
- La façon d'utiliser toutes les options de filtrage.
- La façon d'utiliser toutes les options d'analyse.
- La façon d'interpréter les résultats des analyses.
- La façon de déterminer les utilisateurs et les organisations qui publient les données des médias sociaux.
- La façon de déterminer, de quantifier, de classer par ordre de grandeur et visualiser le niveau d'influence des utilisateurs qui publient les données des médias sociaux.
- La façon de déterminer et de visualiser le ton (positif/négatif/neutre) lié aux données des médias sociaux.
- La façon de stocker, de rechercher et d'analyser les données historiques des médias sociaux.
- La façon d'exporter les données et les visualisations des médias sociaux dans des formats Microsoft Office courants.

L'entrepreneur doit fournir un accès par téléphone au personnel de soutien technique pendant les heures de bureau (de 9 h à 17 h, heure normale de l'Est) au cours de la semaine (du lundi au vendredi).

## 6. Déplacements et voyages

Réunions : Des déplacements seront requis entre les bureaux de l'entrepreneur et les bureaux du client (Ottawa, en Ontario et Valcartier, au Québec) pour réaliser la formation ou participer à des réunions

administratives ou de développement. La nécessité de ces réunions en personne sera déterminée par l'entrepreneur et le client, au besoin, pendant la durée du contrat. Il faut prévoir une séance de formation par mois et quatre réunions de développement par année (chaque déplacement durera deux jours).

## **7. Contraintes :**

L'entrepreneur devra utiliser ses propres systèmes internes afin de fournir les produits livrables, puisqu'il n'aura pas accès directement aux systèmes du client. L'équipement fourni par le gouvernement, les outils, les installations, etc. ne seront pas nécessaires pour la réalisation de ce projet.

## **8. Soutien à la clientèle :**

Le responsable du projet du client se mettra à la disposition de l'entrepreneur par courriel ou par téléphone, au besoin, pendant les heures normales de travail (de 9 h à 17 h, heure normale de l'Est) pendant la semaine (du lundi au vendredi) pour la durée du contrat afin de répondre à toute demande de renseignements connexe.

## **9. Réunions :**

Trois réunions auront lieu entre l'entrepreneur et le client pendant toute la durée du contrat (d'autres réunions pourront être organisées, selon les besoins) :

- Au cours de la première semaine du contrat
- À mi-parcours du contrat
- Au cours de la dernière semaine du contrat

Le format de ces réunions et mises à jour (par téléphone, en personne, par courriel) ainsi que les dates et heures précises au cours de ces périodes seront convenus entre l'entrepreneur et le client pendant la durée du contrat, selon les besoins.

### **9.1.1 Produits livrables :**

- Accès pour un maximum de quarante (40) utilisateurs et pendant une période de douze (12) mois à une plateforme en ligne de surveillance, de filtrage et d'analyse des données des médias sociaux et des sources ouvertes, qui doit être opérationnelle et accessible par le client à compter de la date de début du contrat.
- Séances de formation portant sur l'utilisation complète de la plateforme complète au cours des cinq premières semaines de la période du contrat et, au besoin après cette période.
- Soutien technique permanent.
- Développement en continu de la plateforme, selon les exigences du MDN.



## ANNEXE « B »

### BASE DE PAIEMENT

Il est obligatoire que tous les blocs de la base de paiement soient réalisés.

Les soumissionnaires doivent proposer des prix unitaires dans l'unité demandée. Si la proposition du soumissionnaire contient des prix dans une unité autre que celles demandées, la soumission sera jugée non conforme et rejetée.

Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir et de tenir à jour, à ses propres frais, toutes les licences et approbations réglementaires ainsi que tous les permis et certificats exigés pour l'exécution des travaux. Le Canada ne paiera aucune tierce partie pour ce qui est de ces permis, licences ou approbations.

Les prix doivent être exprimés en dollars canadiens, taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée en sus.

1) Pour la période du contrat entre le 31 mars 2016 et le 30 mars 2017 :

Besoin	Unité	Prix
Frais de configuration	Frais non renouvelables	
Frais mensuels d'accès à la plateforme pour un maximum de 40 utilisateurs, y compris un nombre illimité de requêtes et de données (y compris les données historiques), et à l'exception des requêtes Twitter.	Par mois	
Utilisation des données Twitter	Pour chaque tranche de 1 000 requêtes	
Formation sur l'utilisation intégrale de la plateforme	Par heure	
Soutien aux utilisateurs	Par heure	
Développement à l'interne des changements à apporter à la plateforme à la demande du client	Par heure	

2) Pour la période optionnelle du contrat entre le 31 mars 2017 et le 30 mars 2018 :

Besoin	Unité	Prix
Frais mensuels d'accès à la plateforme pour un maximum de 40 utilisateurs, y compris un nombre illimité de requêtes et de données (y compris les données historiques), et à l'exception des requêtes Twitter.	Par mois	
Utilisation des données Twitter	Pour chaque tranche de 1 000 requêtes	

Formation sur l'utilisation intégrale de la plateforme	Par heure	
Soutien aux utilisateurs	Par heure	
Développement à l'interne des changements à apporter à la plateforme à la demande du client	Par heure	

3) Pour la période optionnelle du contrat entre le 31 mars 2018 et le 30 mars 2019 :

Besoin	Unité	Prix
Frais mensuels d'accès à la plateforme pour un maximum de 40 utilisateurs, y compris un nombre illimité de requêtes et de données (y compris les données historiques), et à l'exception des requêtes Twitter.	Par mois	
Utilisation des données Twitter	Pour chaque tranche de 1 000 requêtes	
Formation sur l'utilisation intégrale de la plateforme	Par heure	
Soutien aux utilisateurs	Par heure	
Développement à l'interne des changements à apporter à la plateforme à la demande du client	Par heure	

4) Pour la période optionnelle du contrat entre le 31 mars 2019 et le 30 mars 2020 :

Besoin	Unité	Prix
Frais mensuels d'accès à la plateforme pour un maximum de 40 utilisateurs, y compris un nombre illimité de requêtes et de données (y compris les données historiques), et à l'exception des requêtes Twitter.	Par mois	
Utilisation des données Twitter	Pour chaque tranche de 1 000 requêtes	
Formation sur l'utilisation intégrale de la plateforme	Par heure	
Soutien aux utilisateurs	Par heure	
Développement à l'interne des changements à apporter à la plateforme à la demande du client	Par heure	

5) Pour la période optionnelle du contrat entre le 31 mars 2020 et le 30 mars 2021 :

Besoin	Unité	Prix
Frais mensuels d'accès à la plateforme pour un maximum de 40 utilisateurs, y compris un nombre illimité de requêtes et de données (y compris les données historiques), et à l'exception des requêtes Twitter.	Par mois	
Utilisation des données Twitter	Pour chaque tranche de 1 000 requêtes	
Formation sur l'utilisation intégrale de la plateforme	Par heure	
Soutien aux utilisateurs	Par heure	
Développement à l'interne des changements à apporter à la plateforme à la demande du client	Par heure	

**ANNEXE « C »****CAPACITÉ DE LA PLATEFORME ET DU SOUMISSIONNAIRE**

Le soumissionnaire atteste que sa plateforme est en mesure d'offrir les capacités suivantes, conformément à l'exigence obligatoire O14. Pour que la soumission soit jugée recevable, les soumissionnaires doivent confirmer chaque capacité en indiquant « OUI », en apposant leur signature ainsi que la date au bas de la présente annexe. Les soumissions qui comprennent la mention « NON » ou aucune mention relativement aux exigences obligatoires suivantes seront jugées non conformes, et aucune autre évaluation ne sera effectuée.

	<b>EXIGENCE OBLIGATOIRE</b>	<b>OUI/NON</b>
<b>1</b>	Comprend, au minimum, l'accès en temps réel ou quasi réel aux sources de données suivantes : a. Twitter (Twitter Firehose complet avec un historique d'au moins 5 ans) b. Facebook c. LinkedIn (données disponibles à l'achat) d. Instagram e. Tumblr f. Reddit g. YouTube h. Blogues i. Forums et babillards j. Sites Web de nouvelles traditionnelles et sections de commentaires connexes k. Sites Web de partage des médias (vidéos, photos et sites Web dont le contenu est généré par les utilisateurs)	
<b>2</b>	Comprend la capacité pour l'utilisateur final de déterminer la requête, les termes de recherche, y compris les mots-clés, les cadres temporels, les limites géographiques, l'utilisation de la logique booléenne, en plus des mots-clés traditionnels. La plateforme doit permettre de configurer une recherche automatique à l'aide des données des médias sociaux et de source ouverte.	
<b>3</b>	Est accessible en ligne et offre un accès à un tableau de bord en ligne qui est entièrement accessible par le MDN et RDDC en tout temps (24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par an).	
<b>4</b>	Permet d'effectuer un nombre illimité de requêtes.	
<b>5</b>	Permet de filtrer les données, notamment l'heure, le lieu, le nom d'utilisateur, le type de données, la langue et les mots-clés.	
<b>6</b>	Offre une fonctionnalité de production de rapports de base et de statistiques de base sur les éléments tels que le cadre temporel, les principaux termes, les principaux utilisateurs, les principaux mots-clés, les principaux éditeurs et les principaux liens.	
<b>7</b>	Fournir un accès en temps réel ou quasi réel aux données au moyen de l'API en ligne pour tous les utilisateurs en tout temps (24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par an).	
<b>8</b>	Les soumissionnaires doivent confirmer la capacité de la plateforme à permettre à un maximum de 40 utilisateurs du MDN et de RDDC de se connecter en même temps, et tous ces utilisateurs doivent pouvoir	

	sauvegarder leurs projets et leurs résultats, etc. séparément.	
9	Les soumissionnaires doivent confirmer que leur plateforme offre une capacité de traitement d'au moins 5 millions de lignes de données dans le cadre d'un seul projet, ce qui pourrait comprendre des données historiques et des données en temps réel.	
10	Les soumissionnaires doivent confirmer qu'ils peuvent fournir un soutien en matière de développement (au sein de la plateforme) afin d'élaborer des outils et des processus d'analyse qui répondent aux besoins des FAC. Les soumissionnaires doivent confirmer que tous les concepteurs se trouveront au Canada et que tous les développements doivent être effectués et entreposés au Canada SEULEMENT.	
11	Les soumissionnaires doivent confirmer qu'ils ont accès aux données de GNIP.	
12	Les soumissionnaires doivent confirmer leur capacité à fournir des séances de formation en personne dans la région de la capitale nationale.	

**ANNEXE « D »****ENTENTE DE NON-DIVULGATION**

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_, reconnais que, dans le cadre de mon travail à titre d'employé ou de sous-traitant de \_\_\_\_\_, je peux avoir le droit d'accès à des renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux, en vertu du contrat portant le numéro de série \_\_\_\_\_, entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et \_\_\_\_\_, y compris des renseignements confidentiels ou des renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers, ainsi que ceux qui sont conçus générés ou produits par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Aux fins de cette entente, les renseignements comprennent, sans s'y limiter, tous les documents, instructions, directives, données, éléments matériels, avis ou autres, reçus verbalement, sous forme imprimée ou électronique ou autre, et considérés ou non comme exclusifs ou de nature délicate, qui sont divulgués à une personne ou dont une personne prend connaissance pendant l'exécution du contrat.

J'accepte de ne pas reproduire, copier, utiliser, divulguer, diffuser ou publier, en tout ou en partie, de quelque manière ou forme que ce soit les renseignements décrits ci-dessus sauf à une personne employée par le Canada qui est autorisée à y avoir accès. Je m'engage à protéger les renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles énoncées dans toute instruction écrite ou orale, émise par le Canada, pour prévenir la divulgation ou l'accès à ces renseignements en contravention de cette entente.

Je reconnais également que les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou d'un tiers, selon le cas.

J'accepte que l'obligation de cette entente survivra à la fin du contrat portant le numéro de série :

\_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

**ANNEXE « A » de la PARTIE 5 – DEMANDE DE SOUMISSIONS****PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI –  
ATTESTATION**

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Date : \_\_\_\_\_ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

**OU**

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

**OU**

N° de l'invitation - Solicitation No.

W8484-168492/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W8484-168492

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier  
cy007.W8484-168492

Id de l'acheteur - Buyer ID

cy007

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- 
- ( ) B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)